

L'opinion est-elle malade?

Dans son essai «la Reine du monde», l'historien et journaliste s'interroge sur la montée inéluctable de la démocratie d'opinion. Ses effets, ses dangers.

Extraits

par Jacques Julliard

Nouvel Observateur, 3-9.01.08

Nous sommes en marche vers la *doxocratie*. Vers le pouvoir de l'opinion, qui se distingue des autres formes de la démocratie. Sous le vocable général de démocratie, on peut en effet distinguer désormais trois variantes du pouvoir populaire. D'abord, la *démocratie directe*, telle qu'elle a été pratiquée par les Grecs ou par le club des Jacobins, avec la présence physique du peuple dans les délibérations. Ce régime d'assemblée populaire n'est plus aujourd'hui pratiqué qu'exceptionnellement, dans les moments de crise: ainsi les soviets de Russie en 1917, les conseils (*Räte*) allemands au lendemain de la défaite de 1918, les assemblées étudiantes de 1968, etc. Il n'est pas besoin de dire que le rassemblement de foules anonymes se prête à toutes les manipulations, comme les groupuscules gauchistes le savent bien. De plus, ce type de démocratie se heurte à des obstacles dus à la taille. On peut à la rigueur la concevoir dans le grand-duché de Luxembourg, mais pas dans la Chine de 1,3 milliard d'habitants.

Deuxièmement, le *système représentatif classique*, tel qu'il a fonctionné depuis les XVIIIe et XIXe siècles dans les principaux pays avancés d'Europe

et d'Amérique du Nord. Fondé sur la délégation de la souveraineté populaire à une classe politique très structurée et relativement fermée, il a pour principal mérite d'être authentiquement libéral et raisonnablement social.

La *doxocratie* enfin, fondée sur l'intervention permanente de l'opinion dans les affaires publiques, qui se profile un peu partout. Moins démagogique que la démocratie directe, meilleure conductrice de la volonté générale que le système représentatif, elle présente des défauts considérables.

La démocratie d'opinion se distingue des autres régimes: c'est une démocratie médiatique, directe, permanente.

Médiatique, parce qu'elle doit son essor à la multiplication des moyens d'expression : presse écrite, parlée, télévisée, internet. Elle a pour effet de démoder complètement le modèle du représentant unique, omniscient, omniscient, omniprésent, qui est la figure de proue du système représentatif. A son âge d'or, le représentant du peuple était paré de toutes les vertus; il était censé exprimer l'opinion dans sa diversité et le peuple dans sa totalité. Comme législateur, il se prononçait sur toutes choses. Aujourd'hui, une telle fiction n'a plus cours. Les élus du peuple eux-mêmes le reconnaissent et multiplient les commissions ad hoc, les comités des sages, les consultations d'experts. En un mot, les sources de la légitimité se sont multipliées.

Parallèlement, le peuple est sorti de sa présomption d'incompétence totale. La doxocratie, c'est l'irruption brutale du peuple dans les lieux où se décide son avenir. C'est l'addition de la révolution technologique et du désir

populaire de participation qui a produit cette doxocratie.

Directe, parce qu'elle se défie des intermédiaires. Le Parlement – et c'est là sa défaite – est désormais perçu comme un obstacle, non comme un lien. La crise des trois grands «moyens de gouvernement» mis au point au XIXe siècle, le suffrage universel, les partis, le Parlement, est une seule et même crise dont on ne sortira qu'en réintroduisant ces institutions sur une scène démocratique qui paraît s'être éloignée d'elles.

Pour le moment, la démocratie d'opinion penche résolument vers le régime présidentiel. Le système présidentiel, c'est le tête-à-tête de l'opinion publique avec le président au-dessus des corps constitués. Nicolas Sarkozy est en train de pousser le système à ses dernières extrémités : le gouvernement par l'opinion a pour principal moyen d'expression non le Parlement, comme dans le passé, mais la télévision. C'est un gouvernement par l'émotion, où la rationalité trouve de plus en plus difficilement sa place.

Permanente, c'est là sa caractéristique principale. Le système représentatif est démocratique une fois tous les cinq ans et oligarchique dans l'intervalle. Une fois qu'il a élu ses représentants, le peuple n'a que le droit de se taire. C'est de cette démocratie intermittente et illusoire qu'il a fini par se lasser, car il ne s'y retrouve pas. Or, dit Durkheim, «*la démocratie est la forme politique par laquelle la société arrive à la plus pure conscience d'elle-même*». Ceux qui se contentent de voir, dans la montée en puissance de l'opinion à l'intérieur des affaires publiques, un harcèlement permanent, la dictature de l'instant et le primat absolu de l'émotion font bon marché de cette dimension fondamentale. L'opinion, c'est avant tout le spectacle que

la société se donne à elle-même; c'est son identité dont elle prend conscience pour parvenir progressivement à la maîtrise de soi. Une société qui se veut adulte ne peut compter sur ses grands hommes pour se forger une image et un destin. A ses risques et périls. En multipliant les erreurs. Que les élites qui craignent d'être dépossédées de leur rôle central se rassurent : leur tâche est plus importante que jamais. Mais elle a changé de nature : elles seront de moins en moins les dirigeantes exclusives de cette société, mais elles doivent devenir son institutrice.

C'est vrai qu'elle manque terriblement de repères, cette société; le curé, le maître d'école, le militant ne sont plus là pour dire le bien et le mal, le juste et l'injuste, le beau et le laid. A qui donc incombe désormais la fonction d'inculquer les normes? A personne en particulier, à la télévision en général! C'est un rôle qu'elle n'a jamais revendiqué, mais qui lui est échu par défaut. Elle ne prêche aucune morale explicite, mais la morale implicite de ses personnages, de ses héros de séries américaines, de ses jeux débiles, de ses joueurs de foot qui ne le sont pas moins, de ses animateurs gonflés de leur importance tient lieu de référence.

Quelle est donc cette morale? Elle consiste d'abord et surtout dans une apologie de l'argent et de tous les moyens imaginables pour en gagner. Ensuite, c'est une obsédante glorification de la violence, de la loi du plus fort et du moins scrupuleux. Sous des dehors de divertissement, la télévision exalte à toute heure à travers ses héros les valeurs du capitalisme sauvage, celui qui ne s'avoue pas mais se pratique en permanence. On feint de s'effarer de la mentalité des «jeunes», des marginaux, banlieusards, collégiens en échec, etc. Mais où donc, s'il vous plaît, vont-ils chercher leurs

modèles? A la télévision, bien sûr! Ce qui fait problème dans nos sociétés, ce n'est pas l'émancipation des individus, de leur manière de penser, et l'égoïsme qui en résulte; ce qui fait problème se situe en amont et porte bien au-delà : c'est la contradiction devenue criante entre l'esprit de la République et l'esprit du capitalisme. Oui, l'opinion est malade, mais ce n'est pas seulement de narcissisme: elle est malade du cynisme de ses classes dirigeantes.

Aujourd'hui, dans une France de 64 millions d'habitants, la classe politique n'est guère plus étendue qu'à l'époque de la monarchie censitaire. Le monopole de la candidature par les partis, c'est l'assurance d'une classe politique qui se reproduit indéfiniment à l'identique, presque sans renouvellement ni apport extérieur: c'est en vérité la négation du suffrage universel. Sans l'intervention des nouveaux adhérents à 20 euros, Ségolène Royal n'avait aucune chance d'être désignée comme candidate par le Parti socialiste. La désignation de Ségolène Royal, c'est la révolte de l'opinion publique contre la classe politique. L'avenir de la démocratie repose donc sur la possibilité de faire vivre en commun et même de faire coopérer le système parlementaire et le système de l'opinion publique. Sans celui-ci, le premier est menacé d'asphyxie; sans celui-là, le second est guetté par l'anarchie. La France sera-t-elle capable de faire naître en son sein les hommes et les femmes à l'imagination assez hardie, au courage assez indomptable pour ne pas se laisser détourner de cet objectif majeur: faire entrer le point de vue du plus obscur des citoyens dans le système politique qui le gouverne? On a, chemin faisant, suggéré un certain nombre de procédures. Le temps presse car l'hégémonie actuelle de la démocratie ne repose que sur l'absence momentanée d'adversaire. Or l'histoire du XXe

siècle nous apprend que rien n'est jamais acquis à l'homme, ni la paix ni la liberté. Suffrage universel et opinion publique sont en vérité deux modalités différentes d'une même réalité. Ce que le XIXe siècle a su faire pour le suffrage, il appartient au XXIe de le faire pour l'opinion.